UNDP Africa Policy Note

Empowered lives.
Resilient nations.

Vol. 1, n° 5, 28 novembre 2014

La maladie à virus Ebola (EVD) menace les moyens de subsistance en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone

En dépit d'une réduction substantielle du taux de transmission du virus Ebola, l'émergence de nouveaux foyers dans des zones auparavant épargnées reste extrêmement préoccupante

L'endiguement de la maladie à virus Ebola a enregistré des progrès mitigés au cours des deux derniers mois. Certes, la réduction substantielle du taux de transmission de la maladie, notamment en Guinée et au Libéria est un développement positif mais les nouvelles flambées épidémiques observées dans des zones qui n'avaient pas été auparavant aussi fortement touchées par le virus viennent compromettre sérieusement les progrès déjà accomplis. Par exemple, aucun nouveau cas n'a été signalé à la préfecture de Guéckédou, en Guinée, au cours des trois dernières semaines ni dans district de Lofa, au Libéria, ces deux dernières semaines, durant lesquelles une baisse substantielle de l'épidémie a été également constatée dans les districts de Kenema et de Kailahun, en Sierra Leone. Cependant, les nouveaux cas de transmission signalés dans le sud-est de la Guinée et le district de Montserrado au Libéria ainsi que la tendance à la hausse exponentielle des infections à l'ouest et au nord de la Sierra Leone constituent un sérieux défi.

Le nombre croissant d'installations de traitement, le diagnostic en laboratoire en temps opportun et la capacité d'assurer aux personnes décédées un enterrement dans la dignité qui répond aux normes de sécurité sont autant de facteurs essentiels dans l'arrêt de la transmission de la maladie. Cependant, les capacités mises en œuvre pour endiguer le virus varient selon les pays. Par exemple, entre le 20 octobre et le 9 novembre, 72 pour cent de l'ensemble des patients contaminés par le virus ont été isolés du reste de la population en Guinée alors que seulement 20 et 13 pour cent des malades ont pu l'être respectivement au Libéria et en Sierra Leone. Le mauvais état des routes et le système hautement centralisé des chaînes d'approvisionnement des installations liées au virus Ebola constituent de sérieux obstacles à l'endiguement efficace de l'épidémie. En date du 19 novembre 2014, 15 145 cas confirmés, probables ou suspects de maladie à virus Ebola avaient été notifiés dans six pays touchés (Espagne, États-Unis d'Amérique, Guinée, Libéria, Mali et Sierra Leone) et deux pays qui ne le sont plus (Nigéria et Sénégal). Le nombre de décès s'élevait à 5 420[1]. Les cas et les décès restent sous-notifiés dans le cadre de cette flambée.

Les répercussions de la maladie à virus Ebola sur les moyens de subsistance sont de nature complexe, allant des pertes d'emplois et de la hausse du sous-emploi à la diminution de la productivité et des revenus

L'impact de la maladie sur les moyens de subsistance revêt différentes formes. La mortalité et la morbidité élevées dues au virus Ebola ainsi que les mesures qui s'en sont suivies en matière de restriction à la libre circulation des personnes et des biens et de fermeture des frontières et des marchés ont fortement perturbé les activités économiques, les emplois et les revenus des ménages. Les principales sources de revenus des particuliers ainsi que leurs plans d'épargne et de crédit se sont fortement amenuisés alors que les prix alimentaires n'ont cessé d'augmenter. L'accès limité, voire inexistant à l'emploi met en péril les moyens de subsistance. Par exemple, nombreux sont les agriculteurs qui n'ont plus la possibilité d'accéder à leur exploitation et ceux qui y parviennent ne peuvent plus assurer les saisons de plantation et de récolte par manque d'ouvriers. La limitation de l'offre de biens et services en raison de la fermeture des frontières et des mises en quarantaine a induit une généralisation du sous-emploi. En outre, compte tenu des dispositions d'urgence prises dans le domaine de la santé publique, certaines activités telles que l'agriculture de groupe ont été proscrites en Sierra Leone et au Libéria. Les bars, les boîtes de nuit et les cinémas ont été fermés, la chasse des animaux sauvages et la circulation des motocycles ont été interdites à certaines heures de la journée, particulièrement au Libéria. C'est la population active qui subit de plein fouet les conséquences de l'épidémie, et notamment les femmes, qui assurent l'essentiel des revenus du ménage et du soutien à la famille. Enfin, la stigmatisation entrave l'accès à l'emploi et à de nouvelles perspectives d'avenir. En effet, il devient de plus en plus difficile, en raison de la stigmatisation, de quitter sa communauté à la recherche d'autres sources de revenu. C'est ainsi qu'un photographe vivant à Banjour, qui avait fait le choix de s'établir dans la capitale Monrovia en raison du ralentissement de l'activité économique dans sa région, s'est vu refusé le droit de quitter sa communauté d'origine.

Le virus Ebola décime le segment le plus productif de la population active, notamment les femmes

La maladie fait des ravages dans la population active. Le groupe d'âge économiquement actif (c'est-à-dire les 15-49 ans), qui assure la plus grande partie des revenus des ménages et du soutien aux familles a été frappé de plein de fouet par le virus Ebola. Par exemple, en Sierra Leone, 65,13 pour cent des personnes contaminées étaient issues de ce groupe de la population et une tendance similaire a été observée en Guinée. En Afrique de l'Ouest, les femmes sont considérées comme d'importants moteurs de l'activité économique. En Guinée, comme dans d'autres pays de la région, l'épidémie affecte plus de femmes (53 pour cent) que d'hommes (47 pour cent). Le rôle spécial de la femme en tant que dispensatrice de soins aux personnes malades, tant à domicile que dans les centres de santé, explique une telle disparité. Cette répartition par genre n'est toutefois

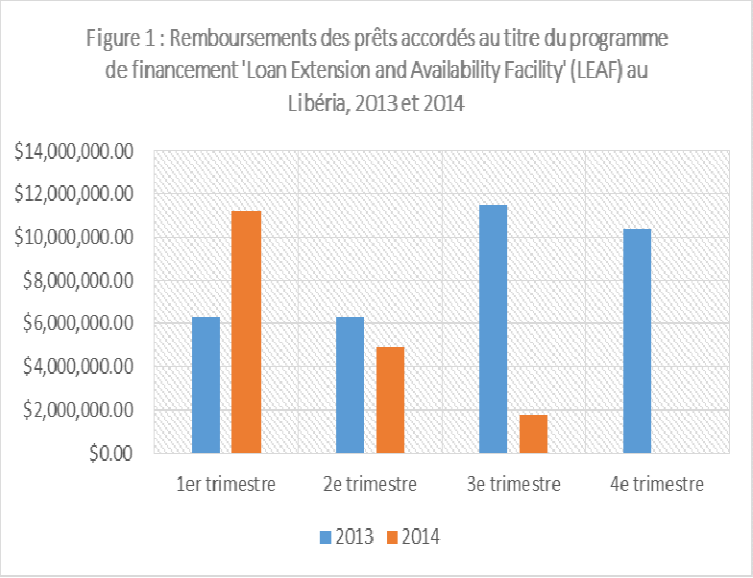
pas uniforme sur l'étendue du territoire. À titre d'exemple, les femmes représentent 62 pour cent de la population touchée dans la préfecture de Guéckédou alors que cette proportion atteint 74 pour cent dans la préfecture de Télémilé. En Moyenne Guinée, près de 70 pour cent des acteurs de la filière de la pomme de terre sont des femmes. Au Libéria, les femmes représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole et environ les deux tiers de la population active impliquée dans le commerce[2]. La forte contribution des femmes aux activités économiques explique l'impact négatif prononcé du virus Ebola sur la productivité, l'emploi et la génération de revenus dans ces pays.

Les opportunités génératrices de revenus sont réduites à néant, en particulier dans les secteurs orientés vers l'exportation

Les économies de ces pays sont en décélération. Par rapport aux projections antérieures, la croissance économique réelle entre janvier et septembre 2014 a diminué respectivement de 2,1 points de pourcentage en Guinée, de 3,3 points de pourcentage en Sierra Leone et de 3,4 points de pourcentage au Libéria. Le réajustement officiel récemment opéré en Sierra Leone reflète la situation encore plus précaire de ce pays, qui accuse une baisse de 6,3 points de pourcentage. En septembre 2014, l'économie de la Sierra Leone avait déjà enregistré une perte sèche de 450 millions de dollars US. L'agriculture, qui contribue à environ 57 pour cent du PIB, avait également diminué de 3,3 points de pourcentage. Le revenu par habitant a chuté de 71 dollars US entre janvier et octobre 2014. Des sondages récents révèlent que près de 97 pour cent des personnes interrogées ont indiqué que leurs revenus issus de l'agriculture, du petit commerce et de la prestation de services étaient en baisse depuis mai 2014[3]. La Guinée connaît une situation similaire : il ressort d'une enquête rapide réalisée sous l'égide de l'UNICEF, en août 2014, auprès des ménages vivant dans les préfectures affectées par l'épidémie, que 83 pour cent ceux-ci déclarent avoir vu leur capacité de production agricole baisser et 99 pour cent indiquent avoir subi une détérioration de leurs activités économiques liées à l'agriculture, au commerce et au transport. La situation est encore plus difficile en Guinée Forestière où l'on observe un recul de la production agricole allant de 30 à 75 pour cent en fonction des cultures (riz, manioc, maïs, huile de palme, banane et plantain). En outre, 50 pour cent de la production de pommes de terre en Guinée sont destinées à l'exportation. De ce fait, la fermeture des frontières a privé les agriculteurs de revenus substantiels. La baisse des exportations a saturé le marché intérieur, provoquant la chute des prix de la pomme de terre d'environ 33 pour cent. Par conséquent, les produits agricoles destinés à l'exportation sont particulièrement vulnérables aux conséquences induites par la flambée du virus Ebola.

Du fait de l'épidémie, le remboursement des prêts devient quasi impossible et les prêts formels ou informels accordés aux femmes et aux petits entrepreneurs locaux se réduisent comme peau de chagrin

La maladie à virus Ebola touche plus sévèrement les femmes que les hommes au niveau des moyens de subsistance. Celles-ci sont en effet obligées d'utiliser leur capital social ainsi que leurs économies pour faire face aux difficultés financières engendrées par l'épidémie, induisant ainsi le tarissement des sources de financement issues des prêts informels[4]. Les données de la Banque centrale du Libéria confirment que l'accès aux microcrédits et aux subventions est devenu quasi impossible du fait de la propagation du virus Ebola. Par exemple, les décaissements de prêts au titre des microcrédits accordés par la BRAC qui avaient augmenté de 90,24 millions à 110,27 millions de dollars libériens entre le premier et le deuxième trimestres de 2014 se sont interrompus aux troisième et quatrième trimestres de l'année. Les décès, la morbidité et la perte des moyens de subsistance entraînés par le virus Ebola ont rendu presque impossible le remboursement des prêts. Les données relatives aux remboursements des prêts consentis dans le cadre du Loan Extension and Availability Facility (LEAF), un programme de financement accordé par la Banque centrale du Libéria montrent un net recul de la capacité de remboursement des bénéficiaires. En effet, le volume des remboursements a chuté de manière spectaculaire, passant de 11,19 millions de dollars libériens au premier trimestre 2014 à 4,89 millions au second trimestre puis à 1,78 million au troisième trimestre jusqu'à atteindre le niveau zéro au dernier trimestre de l'année (Figure 1). Les moyens de subsistance sont en outre menacés par le défaut de décaissement des prêts consentis aux propriétaires d'entreprises locales. Dans le comté de Lofa, par exemple, les femmes ayant contracté des dettes n'ont plus été en mesure de les rembourser depuis le mois de juillet, pour différentes raisons : baisse de revenus, achats d'intrants agricoles, perte d'emplois ou décès de proches. Cette situation a gravement nui à l'économie locale, notamment aux transactions commerciales, à l'achat d'intrants agricoles et aux petites entreprises dans les secteurs agro-industriel et alimentaire. De la même manière, dans la région de la Guinée Forestière, les femmes entrepreneures ont vu tarir leurs principales sources de financement.



Les procédures de confinement, la fermeture des marchés et les mises en quarantaine nuisent aux moyens de subsistance et aux revenus

Le nombre d'heures-personnes perdues est un autre indicateur de la dégradation des moyens de subsistance. En raison de l'état d'urgence décrété par les pouvoirs publics en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria, les écoles qui devaient rouvrir au début de septembre/octobre 2014 sont restées fermées. En Sierra Leone, on compte jusqu'à présent 51 jours de classe perdus, auxquels viennent s'ajouter les trois journées de confinement obligatoire intervenu entre le 19 et le 21 septembre 2014. Les marchés fermiers ou marchés Luma qui se tiennent chaque semaine, notamment dans les zones rurales, ont été interdits durant les 15 dernières semaines. Le district de Kailahun, premier foyer où l'épidémie d'Ebola s'est déclarée, ainsi que le district de Kenema (dans l'est du pays) qui avait enregistré les taux d'infection au virus les plus élevés, ont été mis en quarantaine le 31 juillet 2014. D'autres districts se sont vus imposer le même traitement au 24 septembre 2014 : il s'agit de Moyamba (dans la région du sud), et de Portloko et Bombali (dans la région du nord). Les mises en quarantaine sont toujours appliquées dans les cinq districts précédemment cités, ce qui continue d'y entraîner des répercussions négatives sur l'emploi et les revenus.

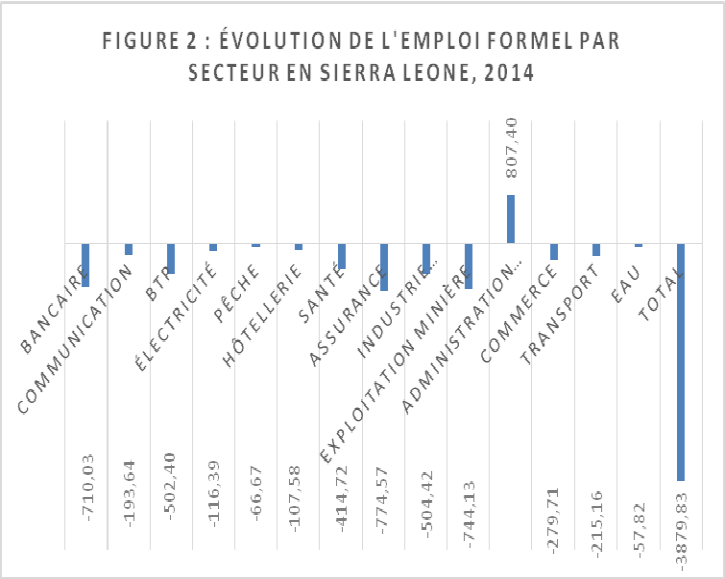
Les premières victimes des pertes de moyens de subsistance sont les personnes en situation d'emploi vulnérable

La prédominance de l'emploi dans le secteur informel en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone précarise les moyens de subsistance. L'emploi vulnérable représente en moyenne 80 pour cent de l'emploi total en Guinée et au Libéria. Qui plus est, ce dernier compte plus de femmes (89 pour cent) que d'hommes (69 pour cent) en situation d'emploi vulnérable. Bon nombre de ces travailleurs ont déjà perdu leur emploi ou risquent de le perdre à cause du virus Ebola. Dans le secteur agricole libérien, par exemple, les 15 000 chasseurs de viande de brousse ont perdu leur source quotidienne de revenu due à l'interdiction de la vente de la viande de brousse, qui est un aliment de base du régime alimentaire libérien. En Guinée, environ 1 500 emplois ont été perdus dans le secteur des transports et 42 000 autres dans les chaînes de valeur de la pomme de terre. La gravité de l'impact du virus Ebola sur les moyens de subsistance en Sierra Leone n'est pas aussi prononcée qu'en Guinée ou qu'au Libéria du fait d'une plus grande diversité des activités économiques pratiquées par les habitants de ce pays comparativement à la situation de ses deux voisins.

Les pertes d'emploi varient selon les pays, mais interviennent en priorité dans les secteurs des mines et de la construction

Le secteur formel connaît également d'importantes pertes d'emplois. Pour ce qui est de la situation de la Guinée en 2014, comparée à 2013, les pertes d'emplois ont varié entre 3,0 pour cent dans le secteur des transports, 6,8 pour cent dans le secteur des télécommunications, 8,6 pour cent dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme, et 22,9 pour cent dans le secteur du bâtiment et travaux publics. Les sociétés minières ont également été durement touchées. À titre d'exemple, Rusal, l'un des principaux producteurs mondiaux d'aluminium et d'alumine a soit rapatrié soit confiné 50 pour cent de son personnel, alors que la Société Aurifère de Guinée (SAG), une filiale d'AngloGold Ashanti, a évacué ses employés et sous-traitants vers l'Afrique du Sud. Par ailleurs, le lancement de la phase de développement (précédemment reportée) du projet d'extraction et de transformation de la bauxite en aluminium par Rio Tinto (Projet Simandou) devait générer 10 000 emplois à partir de l'entrée en production en 2014 et rapporter à la Guinée un milliard de dollars US en taxes et redevances annuelles lors de la phase optimale de production, et représenter quelque 2 milliards de dollars US de dépenses sur les fournisseurs. Quant à l'entreprise Guinea Alumina Corporation, il est prévu qu'elle crée quelque 3 000 emplois directs durant la phase de développement du projet la concernant. Le volume des investissements relatifs à ces deux projets était estimé à 25 milliards de dollars US. Le secteur industriel a également connu des déconvenues en raison de la diminution de la production et de la perte d'emplois. C'est le cas de l'usine de Topaz, qui employait 1 400 personnes et exportait 45 pour cent de sa production, notamment les peintures, et qui a dû réduire ses effectifs des deux tiers. Il en est de même pour la société GI Cement, qui a accusé une baisse de production de l'ordre de 40 pour cent, passant de 47 520 tonnes de ciment en février 2014 à 28 700 tonnes en octobre 2014.

En Sierra Leone, le virus Ebola a provoqué des pertes d'emploi dans tous les secteurs de l'économie, sauf dans la fonction publique, en raison du recrutement de travailleurs de la santé et d'effectifs supplémentaires pour aider à endiguer l'épidémie. On estime ainsi que 3 880 emplois ont été perdus du fait de la propagation de la maladie. Les plus fortes pertes d'emplois ont été enregistrées dans les secteurs de l'assurance, l'exploitation minière, la



banque et la construction (Figure 2). En outre, Sierra Leone Brewery, qui fournissait 24 000 emplois directs et indirects sur l'ensemble de ses chaînes de valeur, a réduit ses opérations et de nombreuses entreprises de fabrication ont suspendu leurs activités d'expansion en 2014. Environ 710 personnes ont officiellement déclaré leur perte d'emploi au Ministère du Travail libérien à la suite de la maladie à virus Ebola. La répartition de ces pertes d'emploi selon le secteur d'activité est comme suit : 175 pertes d'emploi en agriculture, 134 dans l'immobilier, 130 dans les mines et carrières, et 66 emplois perdus à la fois dans les secteurs des communications et des services sanitaires et sociaux.

C'est dans le secteur de l'éducation que l'on trouve le taux le plus élevé de licenciements

Il existe un chômage technique de fait dans le secteur de l'éducation au niveau des trois pays. Les cours pour l'année scolaire 2014/15 ont été suspendus sine die au titre des mesures d'endiguement de l'épidémie, entraînant ainsi le licenciement de 27 000 enseignants dans le secteur privé et le personnel administratif en Guinée et de quelque 40 000 enseignants et membres du personnel administratif au Libéria. Les enseignants dans les trois pays sont au chômage technique depuis septembre, c'est-à-dire qu'ils perçoivent leur salaire sans pouvoir faire leur travail. Les licenciements ont été relativement moins nombreux au Libéria, où des enseignants ont été recrutés comme travailleurs de la santé dans le cadre de la riposte au virus Ebola. Certains enseignants des écoles privées dans les comtés de Montesarrado, Bomi et Lofa au Libéria n'ont toujours pas perçu de salaire depuis le mois de juillet dernier.

Le PNUD œuvre en partenariat avec les parties prenantes pour endiguer l'épidémie et réduire la vulnérabilité des populations confrontées au risque de perdre leurs revenus et leur emploi

Le PNUD travaille en étroite collaboration avec la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE) afin d'arrêter la propagation de l'épidémie et de soutenir l'effort de relèvement dans les pays touchés. Il collabore également avec le Ghana et le Sénégal en vue d'ouvrir des couloirs humanitaires. Son partenariat avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) contribue à maintenir l'ouverture des frontières entre les pays membres de sorte à éviter toute rupture dans le processus d'intégration sous-régionale. Le PNUD a reprogrammé ses activités pour répondre plus efficacement à la flambée de l'épidémie dans ces pays et y raviver le processus de croissance et de développement. À titre d'exemple, l'organisation a affecté 10 millions de dollars US aux transferts d'espèces non assortis de conditions, destinés à soutenir quelque 30 000 ménages au Libéria. Il s'agit d'une initiative parmi d'autres visant à prévenir la propagation de la maladie et appuyer la résilience des communautés face à l'épidémie. Le PNUD travaille également de concert avec le gouvernement de la Sierra Leone en vue de mobiliser des bénévoles pour éduquer la population sur la manière de se protéger de l'épidémie. À ce jour, 500 000

personnes ont été ciblées grâce à ce soutien. En Guinée, le PNUD a appuyé une formation à l'intention des forces de la police visant à les sensibiliser à la maladie à virus Ebola.

Les gouvernements et les partenaires des pays touchés accentuent leurs efforts en vue de revaloriser les moyens de subsistance

Les gouvernements des trois pays concernés œuvrent de concert avec les partenaires de développement pour intensifier les mesures de protection sociale visant à soutenir les ménages et les communautés touchées. Au Libéria, par exemple, outre les ressources spécifiquement allouées à la lutte contre le virus Ebola au titre du budget national, 2,1 millions de dollars libériens ont été transférés à des institutions vulnérables dans les secteurs de la santé et de l'éducation, 25 millions de dollars libériens ont été consacrés aux transferts d'espèces non assortis de conditions, 35 millions de dollars libériens ont été alloués au secteur de l'agriculture et 10 millions de dollars libériens ont été versés aux organisations nationales du secteur privé impliquées dans cet effort. En Sierra Leone, le gouvernement a alloué, avec l'aide des partenaires de développement dans le cadre de son programme d'action pour la prospérité, Agenda for Prosperity, 47,7 milliards de leones (l'équivalent de 10,6 millions de dollars US) pour protéger les segments vulnérables de la société, en particulier les orphelins et les ménages touchés par la maladie à virus Ebola.

La perte des moyens de subsistance peut être rapidement inversée, à la seule condition d'obtenir des engagements forts de la part des gouvernements concernés, de la communauté internationale et du secteur privé

Le renforcement de la résilience des communautés est vital. Il est nécessaire d'engager, sans plus tarder, l'effort nécessaire en vue de rétablir les moyens de subsistance dégradés, tant au niveau des individus que des communautés. Cela nécessite des approches novatrices et holistiques qui tiennent compte de l'ensemble des interventions sociales, techniques et financières visant les groupes marginalisés et vulnérables ciblés, en privilégiant plus particulièrement les femmes et les jeunes au sein des communautés gravement touchées.

La relance des programmes de prêts formels et informels et des microcrédits mis à mal par le virus Ebola, est une urgence absolue. Les systèmes de microfinancement formels et informels qui ont été réduits à néant par le virus Ebola doivent être réhabilités et maintenus afin de permettre la revitalisation des moyens de subsistance mis en péril dans les communautés touchées. Les gouvernements, les partenaires de développement et les organismes du secteur privé devraient fournir une assistance technique, logistique et financière aux coopératives et aux petites entreprises afin de renforcer les capacités des institutions formelles et informelles de microfinancement.

Un soutien proactif à la production alimentaire en vue de la prochaine saison de plantation est impératif. Tous les efforts devraient être conjugués pour empêcher la crise sanitaire actuelle de se transformer en une crise alimentaire prolongée. À cette fin, il est essentiel de relancer les systèmes de sécurité alimentaire locaux afin de prévenir la survenue d'une pénurie alimentaire en 2015. L'agriculture, qui est le secteur le plus affecté par la maladie à virus Ebola, constitue le pilier des activités économiques et emploie plus de 70 pour cent de la population active dans les pays touchés. Un soutien substantiel doit être apporté à la production alimentaire au cours de la saison sèche actuelle au profit des communautés établies dans les zones de plaine ou sur les terres marécageuses, et durant le premier trimestre de 2015, aux communautés vivant dans les zones montagneuses des trois pays concernés. Cet appui comprend la fourniture d'intrants agricoles tels que les semences, les jeunes plants, les engrais, les tracteurs et les financements accordés aux agriculteurs et à leurs associations ainsi qu'aux communautés. Les transferts conditionnels en espèces, opérés par le PNUD et d'autres partenaires, devraient essentiellement porter sur l'approvisionnement en nourriture au cours de l'année à venir afin d'éviter la menace d'insécurité alimentaire qui guette ces pays, en particulier le Libéria et la Sierra Leone.

La promotion des chaînes de valeur liées aux produits primaires destinés à l'exportation est essentielle. Les produits axés sur l'exportation, comme les pommes de terre en Guinée ou le caoutchouc au Libéria, sont particulièrement vulnérables face à l'épidémie. De manière plus générale, les produits agricoles sont touchés dans une large mesure du fait qu'ils sont périssables. Le développement des chaînes de valeur éviterait la surabondance des pommes de terre en Guinée, dont le prix a chuté de 33 pour cent. Cela permettrait également de créer des possibilités d'emploi et d'améliorer les moyens de subsistance.

L'élaboration de programmes de renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales est essentielle pour relancer les moyens de subsistance. Le partenariat en faveur du développement des compétences techniques et des capacités d'entreprenariat est crucial pour revaloriser les moyens de subsistance et diversifier les économies principalement basées sur le secteur primaire.

Un changement de discours sur la stigmatisation est vital. La stigmatisation et les comportements d'aversion nuisent considérablement aux investissements et aux activités économiques. Aussi est-il urgent de réactualiser les plans d'investissement reportés. Nous appelons donc les entreprises qui ont réduit leurs activités de production à reprendre toutes leurs opérations afin d'élargir les possibilités d'emploi, de créer de la richesse et de générer des revenus.

[1] Voir OMS : Ebola Response Roadmap Situation Report, 19 November 2014 (Feuille de route pour la riposte au virus Ebola - Rapport de situation - 19 novembre 2014, disponible en anglais uniquement). Le

nombre total de cas rapportés dans les pays situés dans l'épicentre de l'épidémie était respectivement de 7 069 au Libéria, 6 073 en Sierra Leone et 1 971 en Guinée. Quant au nombre total de décès, il s'élevait à 2 964 au Libéria, 1 250 en Sierra Leone et 1 192 en Guinée.

[2] Voir Banque mondiale et Ministère du Genre et du Développement au Libéria (2010) : *Liberia: Gender-aware Programs and Women's roles in Agricultural Value Chains – A Policy Memorandum* (Programmes sensibles au genre et rôles de la femme dans les chaînes de valeur agricoles – Note d'orientation disponible en anglais uniquement), mai 2010.

[3] Voir Welthungerhilfe (2014) : Ebola in Sierra Leone: The impact of 'Ebola Virus Disease' on livelihoods of rural communities, agricultural production and food security (Ebola en Sierra Leone - L'impact de la maladie à virus Ebola sur les moyens de subsistance des communautés rurales, la production agricole et la sécurité alimentaire, disponible en anglais uniquement). Voir aussi FAO (2014) : Ebola crippling agriculture and livelihoods in northern Liberia - Women hard hit (Ebola paralyse l'agriculture et les moyens de subsistance dans le nord du Liberia – Les femmes durement touchées, disponible en anglais uniquement). Par ailleurs, les informations portant sur la Guinée sont tirées d'une analyse rapide des besoins psychosociaux et de protection des enfants, publiée par l'UNICEF en Guinée : *Rapport sur les besoins psychosociaux et de protection des enfants et des ménages des zones affectées par l'épidémie Ebola en Guinée*, septembre 2014.

[4] Couramment répandu dans les comtés de Montesarrado (au sein des communautés de Banjour, Kpallah et Babyma Junction), de Bomi (Joseph Town, Harmon Hill et Foya) et de Lofa (Gbakadu), ce phénomène y a fortement entamé le capital des agriculteurs et des petits entrepreneurs.